

L'ÉCLAIR

de Roubaix-Tourcoing

ABONNEMENTS

Trois mois	6 fr. 50
Six mois	12 fr. 50
Un an	23 fr.

Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desarmont, 12, TOURCOING
Adressez les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

ANNONCES

A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.
A TOURCOING, 12, Rue Desarmont.
A LILLE, 28, Rue de Fives.

BULLETIN DU JOUR

Les provocations à Carmaux

... dans notre numéro d'hier, le compte rendu de l'incident qui s'est produit le 1er mai à Carmaux, et à la suite duquel le maire, le citoyen Calmettes, a été arrêté par un pandore gaulois.

Si cet incident, plus odieux encore que ridicule, a été produit dans l'importance que le maire possédait une municipalité royaliste ou ralliée, les journaux officieux protestent de toutes leurs forces et le fantaisiste gendarme, universellement blâmé, serait désavoué, déposé et, sans doute, puni pour cet abus d'autorité.

Mais comme il s'agit d'un maire socialiste, les plus iniques provocations sont excusables aux yeux des écrits de la bande gouvernementale opportuno-cléricale.

Mais cédons la parole au journal de M. Drumont, qu'on n'accusera pas d'être un organe collectiviste :

Les adversaires de M. Jaures s'ont mis au travers d'une rue une pancarte injurieuse pour ce dernier, le maire, qui avait la police de la ville. Le maire a été arrêté par un pandore gaulois, qui ne se souciait pas de faire enlever cette pancarte, il ne se souciait pas qu'en faisant cette sommation le maire ait outrepassé son droit.

Carmaux n'était pas, cette fois, en état de siège. Le préfet n'était point venu, comme il y a quelques mois, se substituer au maire. Ce dernier avait donc le droit de commander à la force armée.

Il avait en outre, grandement raison de vouloir faire enlever cette pancarte, qui se trouvait dans la rue, et qui était un affront à l'adversaire de M. Jaures. Et, d'ailleurs, on comprend bien que le maire avait raison, puisque le préfet n'était point venu, comme il y a quelques mois, se substituer au maire. Ce dernier avait donc le droit de commander à la force armée.

Il avait en outre, grandement raison de vouloir faire enlever cette pancarte, qui se trouvait dans la rue, et qui était un affront à l'adversaire de M. Jaures. Et, d'ailleurs, on comprend bien que le maire avait raison, puisque le préfet n'était point venu, comme il y a quelques mois, se substituer au maire. Ce dernier avait donc le droit de commander à la force armée.

MORT DE M. BIRI, SÉNATEUR DE LA VENDEE

Paris, 3 mai.
M. Alfred Biri, sénateur républicain de la Vendée, vient de mourir à Luchon. Il était âgé de 71 ans.

TREMBLEMENT DE TERRE A LA GUADELLOPE

Paris, 3 mai.
Une forte secousse de tremblement de terre a été ressentie à la Guadeloupe le 23 avril; il y a eu 4 morts et 40 blessés, les dégâts matériels sont importants.

NOUVELLES INTERPELLATIONS A LA CHAMBRE

Paris, 3 mai.
M. Lagnel, député des Bouches-du-Rhône, a informé par lettre les ministres de l'Intérieur et des Cultes qu'il se propose d'interpeller le gouvernement sur les menées royalistes et religieuses dans l'arrondissement d'Arles.

On annonce également que notre ami Jules Guesde interpellera M. Barthe sur l'expulsion du socialiste anglais Phœnix Mac Pherson, dont nous parlons plus haut.

LE DÉPART DE M. BOYER POUR LA GRECE
Mars-ville, 3 mai.
M. Antide Boyer, député, qui s'est embarqué à bord du *Sidon*, pour Athènes, était accompagné d'un groupe de volontaires français.

M. Antide Boyer, va, dit-il, à Athènes, pour assurer les moyens de transport d'un convoi plus important de volontaires français, prêts à s'engager dans l'armée grecque, si on leur en assure la possibilité.

L'AFFAIRE ARTON ET LE PANAMA

Paris, 3 mai.
M. Le Poittevin a chargé M. Marion, commissaire aux délégations judiciaires, de procéder à la vérification des comptes de M. Barbe, ancien ministre et ancien président du conseil d'administration de la Société de Dynamite.

A cet effet, le commissaire s'est rendu chez M. Bonneau, syndic de la faillite de la Banque d'Escompte, rue de Provence; chez M. Buse-Vallès, rue de Grammont; M. Perrier, banquier, rue de Valenciennes; M. Lart, banquier, rue de Châteaudun.

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE DIJON

Dijon, 3 mai.
Le Conseil d'Etat ayant annulé l'élection de quatre membres de la municipalité socialiste de Dijon et deux autres ayant démissionné, des élections complémentaires ont eu lieu dimanche.

Elles se sont faites sur la question de la suppression des octrois votée par la municipalité socialiste.

Le comité de la presse avait formé une liste composée de quatre républicains et de deux conservateurs. Cette liste a été élue par 583 voix sur 10,000 inscrits, il y a eu environ 900 voix perdues et 10,000 abstentions.

Le comité socialiste ne présentait pas de liste et le comité démocratique radical avait recommandé l'abstention.

A PROPOS DE LA REMONTE MILITAIRE

Paris, 3 mai.
Le comité technique de la cavalerie s'est préoccupé de ralentir sensiblement et d'inquiéter la production du cheval de selle en France.

Il veut de faire signer par le ministre de la guerre une décision aux termes de laquelle les juments proposées pour la réforme dans les régiments de cavalerie de réserve et de ligne, mais qui seraient susceptibles encore de faire de bons chevaux, seraient vendues à des éleveurs, avec obligation de les faire saillir par des étalons de selle d'Etat approuvés ou autorisés.

Ces dispositions seront étendues, dans les régiments de cavalerie légère de l'intérieur, aux juments de choix provenant des dépôts de remonte de Guingamp, Agen, Mergnac et Tarbes.

ÉTRANGER

MASSACRE D'UNE MISSION ITALIENNE

Rome, 3 mai.
Une communication du général Vignao, vice-gouverneur de l'Erythrée, au gouvernement italien, annonce le massacre et l'expulsion du capitaine Bottego, dont le bruit a couru récemment.

LE PROCÈS DES ANARCHISTES ESPAGNOLS

Madrid, 3 mai.
Le conseil des ministres a refusé de gracier « les cinq anarchistes » condamnés à mort dans l'affaire de Barcelone.

Ce crime, un des plus grands qu'ait vus notre époque, fécondé pourtant en ferait de toute sorte, aura été perpétré non ouvertement, mais de la façon la plus lâchement hypocrite. Aucun nom des malheureux définitivement condamnés n'a été communiqué à huis clos, il a été encore communiqué; c'est l'assassinat dans les ténèbres.

Hier seulement, les journaux ont publié les noms des condamnés à mort. Ce sont : Ascheri, Nicolas, Nogues, Alsina et Mas.

Troize accusés sont condamnés à plus de dix ans, et sept à moins de dix ans de travaux forcés. Parmi les seize-trois acquittés se trouve l'avocat Corominas.

Lecteur sera donné aujourd'hui aux cinq condamnés à mort de la sentence du conseil de guerre. Il seront fusillés demain mardi à Montjuich.

L'ANGLETERRE ET LE TRANSVAAL

Londres, 3 mai.
Le gouvernement anglais, à la suite du traité d'alliance conclue entre le Transvaal et l'Etat d'Orange, conteste au Transvaal, en vertu d'une clause des traités antérieurs, le droit de conclure un traité de cette nature et il en demande l'annulation.

LA FRANCE

A l'heure où les événements d'Orient peuvent ouvrir une crise européenne et où la politique de nos ministres s'abaisse si lamentablement notre pays, le premier devoir de tous les Français, de tous les patriotes, est de bien comprendre la situation actuelle de notre pays dans le monde, des causes de sa diminution, les moyens de relèvement. Depuis que la France, vaincue et amputée, a refusé de refaire sa force militaire, d'étendre son domaine colonial, d'agrandir son activité économique, elle s'est heurtée à deux forces hostiles, le militarisme prussien et le capitalisme anglais.

L'Allemagne impériale et militaire n'a cessé de suivre tous les mouvements de la France d'un regard inquiet ou menaçant. Elle ne cesse de proclamer qu'à l'Alsace et la Lorraine sont définitivement à elle et que la France, en n'abandonnant pas toute espérance, elle n'aurait pour la paix du monde. Elle développe tous les jours ses armements, sur terre et sur mer. Et à l'abri de cette grande puissance militaire, avec le prestige et l'élan de la victoire, les producteurs allemands accroissent leur industrie et étendent leur clientèle sur tous les marchés. Voilà la première force, le premier péril qui domine le développement de la France.

Ce n'est pas que l'Allemagne veuille la guerre, elle n'y a aucun intérêt; elle veut au contraire maintenir avec nous la paix, mais une paix où nous aurions, dans l'ordre politique et dans l'ordre économique, qu'un rôle subalterne.

D'un autre côté, l'Angleterre capitaliste et chauvine, menacée dans sa souveraineté industrielle par la concurrence allemande, a redoublé d'efforts pour multiplier ses points de domination et d'action. Et cependant, par suite de la décadence de notre expansion, de l'insuccès de nos tentatives en Méditerranée, elle a attiré contre nous les ressentiments et les défiances de l'Italie. Elle nous a éliminés à jamais de l'Egypte et elle entend bien, malgré les déclarations anciennes, que son drapeau y flotte à jamais. Elle veut, du Nord au Sud de l'Afrique, d'Alexandrie au Cap, souder en une chaîne continue, toutes les possessions britanniques, et elle crée des difficultés au Transvaal indépendant; elle fomenté contre nous à Madagascar les intrigues et les révoltes. Et en tous lieux elle déplace en tous sens à travers le monde son action politique et commerciale, elle ne veut pas laisser son immense empire colonial à flotter et incohérent. Elle veut grouper toutes ses colonies en une fédération étroite, réserver peu à peu à la production britannique les vastes débouchés de l'Empire, et créer un Etat immense opposant aux nations rivales la force de son unité comme la force de son étendue.

Il est certain qu'entre le militarisme prussien, grand par une série de victoires, et le capitalisme anglais servi à la fois par la puissance de la tradition et par une admirable faculté de renouvellement le rôle de la France était difficile.

Un moment, les esprits superficiels ont cru que la prétendue alliance de la Russie allait donner à la France le point d'appui nécessaire. Les premiers partisans de l'alliance franco-russe disaient que la Russie avait les mêmes intérêts et les mêmes ennemis que la France. Elle était brouillée avec l'Allemagne à cause de l'attitude du prince de Bismarck en Orient, et elle était, pour la domination de l'Asie, en rivalité avec l'Angleterre. Il semblait donc à ces hommes que la France et la Russie associées pouvaient lutter à la fois contre la suprématie militaire de l'Allemagne et la suprématie industrielle de l'Angleterre.

C'était un nouveau centre de forces qui surgissait, et un plus vaste équilibre qui se préparait. Illusion enfantine! car d'abord les hommes d'Etat de la France ont vu dans la Russie non un allié avec lequel on délibère, mais un protecteur dont on sert aveuglément les volontés.

A peine avions-nous fêté l'accord franco-russe que nous allions saluer à Kiel l'empereur allemand, et que nous adoptions la politique de Guillaume II dans le conflit entre la Chine et le Japon. Et, en Orient, nous avons renoncé à toutes nos traditions et à tous nos intérêts pour soutenir le sultan, protégé de Guillaume II et pour accabler la Grèce qu'il déteste. Nous ne sommes plus à la lettre qu'une puissance de second ordre, une puissance de relief.

Et, pendant que nous subissons ainsi la loi du militarisme prussien, le capitalisme anglais? A coup sûr, la Russie et l'Allemagne concertent à cette heure une action commune contre l'influence anglaise. Mais de quelle action la France ne peut retirer aucun

La grève qui vient de se déclarer dans cette exploitation n'a pas été provoquée par les ouvriers qui, il y a six mois environ, en avaient obtenu une qui fut victorieuse. Celle d'aujourd'hui ne porte ni sur une question de salaire, ni sur une question d'heures de travail, ni sur aucun des revendications formulées plus haut. Elle a été voulue et imposée à tous par la Compagnie exploitante, dont le but pas dissimulé est de désorganiser le syndicat ouvrier institué conformément à la loi de 1894 sur les syndicats professionnels. Nous espérons, Messieurs, que les pouvoirs publics voudront bien intervenir à bref délai auprès des administrateurs de la Compagnie des mines de la Grand'Combe, afin de leur faire accepter le principe du roulement proposé par les ouvriers et compris en principe par le directeur de l'exploitation, M. Lamendin, ce qui mettrait fin au conflit présent et donnerait satisfaction aux ouvriers et aux commerçants de cette grande région minière. — Signé : LA DELEGATION OUVRIÈRE.

La réunion du Premier mai a été très nombreuse. Lecture est donnée de la pétition ci-dessus, remise le matin à onze heures au maire de la Grand'Combe, et d'une dépêche de l'Union Commerciale de Lens et des environs, félicitant les députés Lally et Lamendin pour leurs conférences en faveur du petit commerce.

Lamendin prononce ensuite un éloquent discours. Parlant tout d'abord de la décision du juge de paix au sujet des réseaux opérés par la Compagnie, il déclare qu'il faut se féliciter de ce précédent. Il ajoute que les commerçants doivent se solidariser avec les consommateurs, c'est-à-dire avec les ouvriers.

Le député socialiste fait l'historique de ce Premier Mai; il affirme la légitimité de cette fête du travail. Obligé de quitter la Grand'Combe pour se rendre auprès des électeurs, il assure les mineurs qu'il sera leur fidèle interprète au Parlement. Il excuse ses amis qui n'ont pas encore répondu aux dépêches qui leur étaient adressées, ils sont sans doute retenus ailleurs; mais si aucun député ne vient, il reviendra en place d'honneur et de combat au milieu des grévistes. On applaudit vigoureusement le député socialiste et la réunion est levée aux cris de : Vive la grève!

La journée si calme, a failli mal tourner. La provocation de la gendarmerie, en étant de nouveaux produits. A la suite de la réunion, les gendarmes ont violemment refoulé la foule dans le café Daniel dont les propriétaires ont été obligés de fermer à la terrasse.

A l'enclos Lasserré, quelques personnes ayant refusé de se rendre dans le café Daniel, les gendarmes ont été obligés de les accompagner. On a vu un gendarme à cheval, cabriolet aux poings, à la gendarmerie; une autre arrestation a été opérée, celle du citoyen Saury.

Ces arrestations ont provoqué la plus vive indignation parmi la population de la Grand'Combe qui, toute la soirée, se sont montrés très agités. Que veut le gouvernement? Si c'est lui qui a donné les ordres, une journée sans doute! Si ce n'est pas lui, comment le conflit pourrait-il bien se terminer d'une façon malheureuse que nous dénonçons d'avance pour établir les véritables responsabilités.

LES MINEURS DU GARD
(De notre correspondant particulier)
La Grand'Combe, 2 mai.
La conférence faite par le citoyen Lamendin sur la loi sociale (féminine) dans les questions ouvrières avait attiré à l'enclos Lasserré, de nombreux dames et jeunes filles ayant tenu à honneur de venir écouter la bonne parole socialiste.

Le député de Bethune a parlé avec beaucoup de éloquence, tant il ému l'auditoire de douleur, du devoir des femmes qui, malheureusement, subissent trop souvent la pression exercée par les patrons, agents actifs de la Compagnie. Il ne doute pas qu'elles ne comprennent que leur devoir est de lutter comme celles d'aujourd'hui est d'encourager leurs maris à la résistance. Vous aurez plus à gagner, conclut Lamendin, par la lutte que par la capitulation.

Comme je vous l'ai dit déjà, une délégation, ayant à sa tête les citoyens Roguette et Lamendin, a été reçue le 1er Mai à la mairie. Voici le texte de la pétition qui a été remise et adressée aux pouvoirs publics par les syndicats ouvriers mineurs et similaires de la Grand'Combe :

Messieurs les ministres,
Messieurs les sénateurs,
Messieurs les députés,
Messieurs,

Les délégués soussignés, nommés régulièrement par les membres du conseil syndical des ouvriers mineurs et similaires de la Grand'Combe, ont l'honneur de vous transmettre les revendications qui nous ont été formulées dans le but d'améliorer leur situation professionnelle et qui sont dignes d'attirer l'attention des pouvoirs publics. Exprimées souvent dans nos Congrès ouvriers corporatifs, ces revendications se résument en quelques points particuliers, que nous énonçons simplement, certains, messieurs, que vous en connaissez tout le caractère de justice.

1° Réduction à 8 heures de la journée de travail dans les mines, de l'entrée à la sortie des puits.

2° Modification de la loi sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, afin d'assurer la complète indépendance du délégué; porter au minimum de vingt-cinq journées de travail par mois les visites du délégué dans la mine, les journées de constatation pour accident complètes d'au moins dix jours; il recevrait une indemnité de dix journées de travail, les journées de visites complètes à part. Le délégué devra, en outre, être appelé pour faire son enquête chaque fois qu'un ouvrier sera victime d'un accident entraînant une incapacité de travail; 3° Institutions de prud'hommes mineurs pour juger des différends entre les travailleurs et les employeurs.

4° Modification de la loi sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, afin d'obtenir, après 25 ans de travail dans les mines une retraite de 2 francs par jour, sans conditions d'âge;

5° Responsabilité civile en matière d'accidents de la charge des employeurs;

6° Nationalisation des mines.

En dehors de ces points généraux, nous appelons, messieurs, votre attention sur la situation particulière qui est faite aujourd'hui aux ouvriers mineurs de la Grand'Combe.

CHRONIQUE

Les lapsus des écrivains

Il n'est en de tout temps le don d'amuser le public. Flaubert en avait fait, on le sait, toute une collection pour servir d'appendice à *Bouvard et Pécuchet*. Eugène Ionesco, plus connu sous le pseudonyme de Lemercier-Terrier, s'adonna à aussi à ce divertissement. Dans *Art et Critique*, puis dans la *Plume*, il signala du nom de Tricou les lapsus de l'apôtre qui l'avait amoureusement cueilli dans les journaux. Un des derniers numéros de la *Revue de l'Europe* nous en donne encore un lot.

Quelques uns sont bien connus, d'autres peuvent se défendre. Mais, sans attacher à cette amusette plus de valeur qu'elle n'en a, il est permis de soulever un instant de certains de ces co-à-l'ins, qui ont été vraiment dommage de la serrer perdue. Voici, par exemple, une phrase d'Albert Wolff, qui ne manque pas de savoir :

« Ici, dit-il, la platitude atteint son point culminant. Le talent de Mme Judo est une bouteille à l'encre dans laquelle il n'y aurait pas trop porté le scalpel, par crainte de ne trouver au fond qu'une pièce de centimes. »

Les écrits du fécond chroniqueur abondent en trouvailles de cette sorte.

En voici une autre, qui a échappé au chercheur de la *Revue de l'Europe*. Albert Wolff parle d'un artiste qui, par une bonne sincérité, est allé se reposer en province :

« X... s'est retiré, dit-il, dans un fromage de Hollande, pour y planter sa choux. »

Ce genre de culture est peu usité. Théophile Gautier disait : Je suis des métaphores qui se suivent. Mais, combien moins les écrivains de nos jours, qui, au lieu de se reposer, se couchent dans les étoiles. La phrase type est la suivante : il s'agit de rendre compte d'un concert où a débuté une jeune artiste au talent plein de promesses : « Mlle Z... est une étoile en herbe, qui, au lieu de se reposer, se couche dans les étoiles. »

« X... s'est retiré, dit-il, dans un fromage de Hollande, pour y planter sa choux. »

Ce genre de culture est peu usité. Théophile Gautier disait : Je suis des métaphores qui se suivent. Mais, combien moins les écrivains de nos jours, qui, au lieu de se reposer, se couchent dans les étoiles. La phrase type est la suivante : il s'agit de rendre compte d'un concert où a débuté une jeune artiste au talent plein de promesses : « Mlle Z... est une étoile en herbe, qui, au lieu de se reposer, se couche dans les étoiles. »

INFORMATIONS

INTERIEUR

VICTOIRE SOCIALISTE A SAINT-OUEN

Paris, 3 mai.
C'est un triomphe socialiste que nous avons enregistré pour les élections municipales de Saint-Ouen.

Dimanche, en effet, avait lieu le scrutin de ballottage, la minorité socialiste-révolutionnaire restant en présence de la coalition opportuno-cléricale.

En dépit d'une pression fautive, c'est la liste de proposition socialiste qui a été élue à 200 voix de majorité.

Les résultats du scrutin ont été accueillis par une foule énorme aux cris de : *Démocratie! Vive la Révolution sociale! Vive la Commune!*

Voici les chiffres du scrutin :

Inscrits : 9,639. — Votants : 4,621.
Liste d'Union socialiste révolutionnaire : 2,351 voix.
Liste opportuno-cléricale : 2,064.
Liste socialiste dissidente : 210.

L'EXPULSION D'UN SOCIALISTE ANGLAIS

Paris, 3 mai.
M. Barthe vient de se féliciter de plus de sauver la société en expulsant de son territoire français M. Phœnix Mac Pherson, sujet anglais.

M. Mac Pherson habite la France depuis

Cà & Là

La Chanson des Houilleux

Air : *Hommes noirs, d'où sortez-vous?*

— Hommes noirs, d'où sortez-vous?
— Nous sortons de dessous terre,
Nous vivons au fond des trous
Dans la mine détreur.

De l'aube à l'heure du sommeil,
Dans l'ombre, ayant pour unique soleil,
L'étoile de la lampe solitaire,
Du matin au soir, tous nous travaillons,
C'est nous qui cherchons
Houilles et charbons,
Afin d'enrichir messieurs les patrons.

— Hommes noirs, d'où sortez-vous?
— Nous nous sauvons de la mine.
Le mot fauché dans les trous;
Le grison nous extermine.

Ainsi qu'un sombre oiseau des nuits,
Fendant sur les travailleurs dans les puits,
Il va mettre en deuil plus d'une chaumière
Et, mourant, demain, nous redescendrons.

C'est nous qui cherchons
Houilles et charbons,
Afin d'enrichir messieurs les patrons.

— Hommes noirs, que gagnez-vous?
— A bricher ainsi nos terres?
— A trimer au fond des trous,
Nous gagnons de la misère.

A table du matin au soir,
La femme, hélas! chez nous vient s'asseoir
Et quand nous rentrons, notre cœur se serre
De voir nos petits vêtus de haillons.

C'est nous qui cherchons
Houilles et charbons,
Afin d'enrichir messieurs les patrons.

Jules JOUY.